

# BLOPAGE

L'appel à recourir à ce mode opératoire s'est largement diffusé, au-delà des groupes souverainistes ou révolutionnaires, depuis le 10 septembre et le lancement du mouvement citoyen Bloquons tout

La question sociale va-t-elle faire tanguer le fragile édifice gouvernemental ? Lancée par l'intersyndicale, la nouvelle journée de mobilisation du jeudi 2 octobre fera défiler les opposants aux mesures budgétaires proposées par le précédent gouvernement. Des manifestations sont prévues sur tout le territoire, tout comme des recours au « blocage », un mode opératoire qui, depuis le 10 septembre et le lancement du mouvement citoyen Bloquons tout, a surgi sur les réseaux sociaux et vient élargir le répertoire de la contestation. Le mot d'ordre a fait florès certes en raison de la virilité des hordes de conversation numériques, mais aussi pour des raisons stratégiques. Dans les sociétés où dominent non plus les stocks mais les flux, où se développent moins les bureaux que les réseaux et le routage, le mode d'action radicale devient potentiellement celui du blocage – tandis qu'au temps où dominaient les unités de production le mouvement ouvrier privilégiait le plus souvent la grève et la manifesta-

tion, ou même l'occupation. Ce fut le cas lors des grandes grèves de mai-juin 1936, qui poussèrent le gouvernement du Front populaire à voter de grandes lois sociales.

Après les années 1970, le travail s'est en partie dématérialisé. C'est pourquoi les occupations – comme celle du Théâtre de l'Odéon en mai 1968 – se sont peu à peu déplacées du dedans (usines, universités ou théâtres) au dehors (places, parcs et jardins). Le « mouvement des places » des années 2010, dans les parcs Zuccotti à New York et Gezi à Istanbul, sur les places Tahrir au Caire, Puerta del Sol à Madrid, Maidan à Kiev, Syntagma à Athènes et celle de la République à Paris lors du mouvement Nuit debout (2016), s'est déployé par la volonté des manifestants de créer un « lieu pour le commun » dans une société atomisée où les individus sont dispersés, relève le philosophe Jacques Rancière dans *Les Trente inglorieuses* (La Fabrique, 2022).

Le blocage est, lui, théorisé depuis une décennie, principalement par la mouvance autonome et anarchiste. L'idée est d'arrayer

la machine économique en visant ses points névralgiques, de mettre le pays en suspens afin de le remettre en mouvement. « Le pouvoir est logistique. Bloquons tout ! », lançait le Comité invisible dans *A nos amis* (La Fabrique, 2014), opus adressé « à ceux qui veulent construire une force révolutionnaire ».

## Usure des mouvements « classiques »

Mais, bien que soutenu par les partis de gauche, le concept de « blocage » séduit au-delà de la galaxie progressiste. L'appel « Bloquons tout » est en effet lancé au cœur de l'été par des groupes souverainistes avant de se diffuser plus largement. « Il est réducteur, voire impossible, de donner une coloration politique unique à un mouvement aussi complexe ; néanmoins, on pourrait dire que l'élection du Rassemblement national se reconnaît sans doute plus dans l'idée de tout bloquer afin de « faire sauter le système », alors que le mouvement social traditionnel, fondé sur la grève et les manifestations, use de la grammaire habituelle de la gauche et de l'extrême gauche », assure l'historien Jérôme Perrier. Le blocage, notamment d'autoroutes, est par ailleurs une forme d'action régulièrement menée par les agriculteurs, comme lors du mouvement de 2019.

Au sein d'un monde social moins syndiqué, le blocage a aussi l'avantage de mettre l'insurrection à portée de tout un chacun. « C'est un appel à l'action qui dépasse la revendication, analyse le sociologue Romain Huet, professeur à l'université Rennes-II et auteur de *Vertige de l'émeute. De la ZAD aux gilets jaunes* (PUF, 2019). Le blocage est une manière d'élargir et de démocratiser la révolte ».

Si tout le monde ne peut pas faire grève et si l'insurrection n'est pas facile de dresser un barrage sur

une autoroute, chacun peut bloquer sa carte bancaire, débrancher sa box, retirer son épargne de la banque ou ne pas consommer pendant une journée. L'avantage du blocage, c'est aussi qu'il « n'est pas forcément illégal comme le sabotage, et qu'il est bien plus inclusif, relève le politiste Samuel Hayat, auteur de *Démocratie* (Anamosa, 2020). Le blocage, notamment tel qu'il est utilisé par des groupes écologistes comme Extinction Rebellion, il suffit d'être là pour y participer ».

Le regain de cette forme d'activisme est aussi imputable à « l'usure du recours au répertoire classique des mouvements sociaux », qui n'ont pas récemment débouché sur des victoires sociales, à l'image des mobilisations de 2023 contre la réforme des retraites, souligne Romain Huet. Mais également à « l'impasse des stratégies du face-à-face » dont témoigne la violente confrontation entre écologistes et forces de l'ordre lors du mouvement d'opposition aux mégabassines de Sainte-Soline (Deux-Sèvres) en 2023, qui « a choqué les esprits les plus militants ».

Même si les limites de Bloquons tout sont apparues dès le 10 septembre, en raison de la difficulté des opérations à mener face à des forces de l'ordre entraînées à les démanteler, pour le chef de l'Etat, la soudaine popularité du blocage est une curieuse ironie de l'histoire. Le président Macron, qui assurait en 2016 avant sa première élection vouloir « débloquent et déverrouiller » l'économie, fait face désormais à un pays bloqué. Le vocabulaire, en tout cas, s'est installé. Que l'on justifie le blocage ou que l'on en critique les usages, la confrontation porte désormais sur les façons de débloquent une société désorientée. ■

NICOLAS TRUONG

CETTE FORME D'ACTIVISME A L'AVANTAGE DE METTRE L'INSURRECTION À PORTÉE DE TOUT UN CHACUN



CHRONIQUE | PAR PIERRE-CYRILLE HAUTCOEUR

## La forte ascension des outils privés de paiement

Le soutien du président des États-Unis aux monnaies privées (notamment aux jetons numériques dits « stables », adossés au dollar) représente peut-être son plus grand défi à l'ordre international existant et à l'Europe. Dans une tribune diffusée fin septembre par la Banque de France, Agnès Bénassy-Quéré, seconde sous-gouverneuse de l'institution, parle d'un « enjeu de souveraineté » pour qualifier la dépendance de la France, et, plus largement, celle de l'Europe, envers des outils privés de paiement, qui sont essentiellement états-unis : les réseaux de cartes de débit/credit dominants aujourd'hui, les monnaies numériques (jetons ou monnaies des Gafam) demain.

Parmi toutes les fonctions de la monnaie, celle de paiement est souvent minorée, tant elle semble aller de soi. Pourtant, les transformations des moyens de paiement ont toujours reflété la tension, inhérente à la monnaie, entre l'initiative privée et l'action publique comme entre les niveaux national et international. Sur le temps long, les autorités publiques ont mieux réussi à imposer l'usage d'unités de compte dans les contrats, comme en France, dès le XIV<sup>e</sup> siècle, qu'à contrôler les moyens de paiement, largement laissés à l'initiative privée. C'était bien sûr le cas des lettres de change ou des dépôts bancaires, réservés au monde marchand.

Les innovations en matière de paiement ont été nombreuses : compensation entre comptes par des banques semi-publiques, billets de banque, puis chèques, avant les monnaies électroniques récentes. Certaines expériences ont été menées en coopération par des acteurs publics et privés, telles les banques de compensation de Venise au XVI<sup>e</sup> siècle ou celles d'Amsterdam aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

Des acteurs privés bénéficiant d'un privilège – comme les banques d'Angleterre et de France – ont convaincu les États de leur capacité à l'exercer sans trop d'abus. Mais il est arrivé que

des abus soient commis, souvent à cause d'un mélange d'opportunismes publics (à fin budgétaire) et privés. L'épisode du Système de Law (1695-1795) en est un exemple français marquant. Les proches du pouvoir ont bénéficié de son expansion initiale, avant que les enjeux de puissance et de gains s'emmêlent, jusqu'à l'effondrement de l'ensemble. Ceci nous guette plus que le désordre de la « banque libre » américaine du premier XIX<sup>e</sup> siècle, dont les acteurs restaient modestes et éloignés du pouvoir, un modèle souvent revendiqué par les libertariens états-unis, malgré son inefficacité démontrée. Les économies de réseau, si puissantes en matière monétaire, sont aujourd'hui renforcées par la puissance des réseaux d'information et du numérique.

### A la merci de hausses de tarifs

Avec la mondialisation, l'échelle optimale est mondiale : les plus grands acteurs en sont conscients. Leur position est renforcée par la difficulté de répliquer rapidement des systèmes techniques aussi complexes. Les monnaies et les systèmes de paiement nationaux sont dès lors menacés, et, avec eux, l'indépendance des nations concernées. En effet, dans le néomercantilisme américain, les frontières entre public et privé s'effacent dès qu'un objectif commun de domination est partagé. Si l'Europe ne maîtrise pas plus sa monnaie que les systèmes de paiement qui la font circuler, elle se retrouvera à la merci de hausses de tarifs ou de « pannes » si coûteuses qu'elle sera contrainte de subir le diktat de ceux qui les contrôlent.

Face à ces menaces, nombre de pays mettent en place des monnaies numériques de banque centrale, qui devraient permettre des paiements aussi sûrs et aussi efficaces – au moins dans leurs frontières –, et plus respectueux de leur souveraineté. Malgré les réticences des banques qui y voient une menace pour leurs dépôts, la Banque centrale européenne (BCE) s'est attelée à un tel projet, et semble l'avoir accéléré depuis l'alliance états-unienne entre le pouvoir et les Big Tech. On ne peut que regretter la lenteur de la mise en œuvre des projets de la BCE face à la vitesse de diffusion des monnaies privées, sauf si cette lenteur est un gage d'efficacité durable. ■

Directeur d'études à l'IEHES  
(Ecole d'économie de Paris)

LES MONNAIES ET LES SYSTÈMES DE PAIEMENT NATIONAUX SONT MENACÉS, ET, AVEC EUX, L'INDÉPENDANCE DES NAIONS CONCERNÉES

## ITINÉRAIRE D'UN MILITANT DE L'ULTRADROITE



SUPRÉMACISTE. ANATOMIE D'UN PARCOURS D'ULTRADROITE d'Elyamine Settout, Université Paris Cité Éditions, 190 pages, 15 euros.

### LIVRE

Le sociologue Elyamine Settout, bon connaisseur de la radicalisation djihadiste, s'est penché, dans *Suprémaciste. Anatomie d'un parcours d'ultradroite* (Université Paris Cité Éditions, 190 pages, 15 euros), sur l'itinéraire du jeune leader du groupe OAS (Organisation des armées sociales, en hommage à l'organisation de l'armée secrète de la guerre d'Algérie). Le chercheur le rencontre en détention et le prénomme Kylian « par respect du droit à l'oubli ». L'apport le plus passionnant du livre, qui n'évite pas toujours un certain jargon sociologique, réside dans le rapprochement qu'il opère entre djihadistes et militants d'ultradroite. Ils « partagent, au-delà de leurs profonds antagonismes idéologiques, des proximités cognitives, des perméabilités intellectuelles et un ethos rendant leurs trajectoires potentiellement comparables ».

Le nombre sans précédent d'attaques djihadistes a en effet exercé une fascination chez les supré-

cistes blancs, « engendrant un effet de mimétisme dans leur manière de concevoir et de mener des actions violentes ». Ainsi pour Kylian. « Il faut avouer qu'ils sont très forts au niveau communication », dit le jeune homme, leurs vidéos, « même si tu n'es pas musulman, c'est attirant ». Né dans une famille sympathisante du Front national (FN), il est scolarisé au début des années 2000 à Vitrolles puis à Marnage (Bouches-du-Rhône), deux laboratoires de l'extrême droite.

### « Une haine de soi »

L'entourage familial est compliqué, mais c'est sa trajectoire scolaire qui est l'une des clés de sa radicalisation : il a des tics nerveux, on se moque de lui, ce qui le conduit à une profonde mésestime de lui-même, et « l'adhésion idéologique convertit progressivement cette haine de soi en haine de l'autre », résume le sociologue. Il se réfugie sur Internet, est fasciné par le suprémaciste norvégien Anders Breivik qui, en 2011, a tué 77 personnes et en a blessé 320, en qui il voit un « chevalier

du nord » prêt à sacrifier sa vie pour la civilisation européenne.

Un an plus tard, l'affaire Cahuzac le dégoûte définitivement des politiques. En 2013, il s'inscrit dans le mouvement des Jeunes nationalistes de Marseille, fréquente l'Action française, Jeune Nation, dégrade un radar routier et prend goût aux actions illégales et clandestines. Il se découvre une âme de leader : son groupe Facebook s'élargit, il est invité, applaudi par des groupes extrémistes ; l'ancien loser est devenu quelqu'un.

En 2015, à l'âge de 18 ans, il s'inscrit au FN et fonde son OAS en 2016, avec des militants au parcours aussi cabossé que le sien. Il s'agit d'« enclencher une remigration basée sur la terreur », en réponse au supposé « grand remplacement ». Kylian est interpellé en juin 2017, à 21 ans, alors qu'il préparait une quinzaine d'attentats. Il est condamné en 2021 à neuf ans de prison, et en a déjà fait quatre en détention provisoire. Il est sorti de prison début juin. ■

FRANCK JOHANNES

## Sécurité au travail | PAR ADRIA FRUITOS

